

De toute évidence, les modifications à nos principaux programmes sociaux visent à aider les groupes de notre société dont le revenu est faible. Elles ont aussi une importance relativement plus grande pour les régions défavorisées et pour le pays. Il est certain que la grande partie de la dépense sera rapidement absorbée par le marché de la consommation. Les répercussions de ces mesures de justice sociale, qui résultent de longues études, se feront donc sentir juste au moment où il est souhaitable de stimuler la demande, non seulement aux fins de la relance économique à court terme, mais aussi pour assurer une croissance économique continue et soutenue.

De nouvelles propositions du gouvernement dans un domaine très différent pourraient produire un stimulant de même nature. Je veux parler du plan de stabilisation des recettes de l'industrie des céréales que le ministre chargé de la Commission canadienne du blé a exposé à la Chambre il y a cinq semaines. Si le régime est mis en vigueur et...

**M. Horner: Si!**

**L'hon. M. Benson:** ... qu'on l'applique, comme il a été recommandé, à la campagne agricole 1970-1971, les cultivateurs de l'Ouest toucheront le printemps et l'été prochains des paiements de stabilisation représentant, dans l'ensemble, plus de 100 millions de dollars. Il s'agirait de l'occurrence du paiement net que verserait le gouvernement afin de stabiliser les recettes de 1970-1971. Bien entendu, cette dépense du gouvernement serait contrebalancée par des économies importantes puisqu'il cesserait de payer l'entreposage provisoire des réserves de blé, forme d'assistance qui s'est avérée peu efficace. Toutefois, ce régime de stabilisation aurait pour conséquence immédiate de mettre entre les mains des cultivateurs, au début de l'année prochaine, l'argent comptant dont ils ont grand besoin.

La somme la plus importante serait attribuée à la Saskatchewan, dont l'économie provinciale a le plus souffert du déclin de la commercialisation des céréales depuis 1968. Néanmoins, un grand nombre de cultivateurs de l'Alberta et du Manitoba en bénéficieraient aussi. Compte tenu de l'augmentation considérable des ventes de céréales et des prévisions encourageantes, cet apport d'argent comptant au début de l'année contribuerait de façon remarquable au relèvement de toute l'économie des Prairies. Les effets secondaires ou d'entraînement des achats de marchandises et des services importés des autres provinces, tant de l'Ouest que de l'Est, auraient des conséquences très favorables.

Nous prévoyons aussi que les sommes importantes versées régulièrement aux provinces par le gouvernement fédéral contribueront largement à soutenir l'économie au cours de l'année à venir. Les transferts réalisés grâce aux péréquations inconditionnelles et aux subventions attribuées aux programmes à frais partagés de santé, de bien-être et d'éducation requièrent maintenant des paiements en espèces de plus de 3 milliards de dollars.

Le budget supplémentaire de l'année en cours fait état d'une augmentation d'environ 79 millions de dollars payables aux fins des paiements de péréquation et autres. On prévoit une autre augmentation d'environ 90 millions de dollars pour l'année 1971-1972. Les augmentations en question démontrent la souplesse du régime de péréqua-

tion qui stabilise et soutient les revenus et dépenses des provinces où la disparité s'accroît sur le plan financier lorsque le rythme de croissance de l'économie devient inférieur à la normale.

En ce qui a trait aux programmes à frais partagés, y compris les programmes d'assurance-maladie, d'assistance sociale et d'études supérieures, le rythme excessif de l'augmentation des prix subi au cours des dernières années semble, heureusement, vouloir ralentir. Les prévisions indiquent néanmoins une augmentation de presque 350 millions des paiements versés aux provinces à l'appui de ces programmes.

Enfin, même si le budget de 1971-1972 n'est pas encore prêt, je dois dire que les subventions au développement régional du ministère de l'Expansion économique régionale seront probablement augmentées. Les dépenses globales dans ce domaine dépasseront peut-être 300 millions de dollars, l'an prochain.

Monsieur l'Orateur, j'en viens maintenant aux répercussions de ce programme sur la situation financière du gouvernement cette année et en 1971-1972. Je n'ai pas encore eu l'occasion d'exposer à la Chambre tous nos besoins pour l'année prochaine. Les estimations seront présentées en détail selon l'habitude, au début de l'année prochaine. D'après nos calculs, il nous faudra en 1971-1972, 200 millions de dollars en plus des 1,500 millions que nous prévoyons pour l'année financière en cours. Ces chiffres ne tiennent pas compte des conséquences des transactions en devises étrangères et des répercussions du nouveau programme dont je viens de parler. Nos besoins en liquidités sont considérables et il nous faut encore en financer une grande partie. Les nouveaux programmes ajouteront environ 100 millions de dollars aux besoins de l'année en cours et 400 millions aux besoins déjà prévus pour la prochaine année financière. Compte tenu des nouveaux programmes, nos besoins en liquidités en 1971-1972 représenteront un demi-milliard de plus que l'ensemble de nos besoins budgétaires et non budgétaires cette année.

Nous avons étudié avec soin la meilleure façon de financer ces besoins. Nous voulons donner à l'économie un élan aussi fort que possible sans déclencher une nouvelle escalade des prix, et, en même temps, aider davantage les régions et les groupes défavorisés sur le plan économique. On s'attendait fortement à ce que j'annonce des réductions d'impôt. Le gouvernement a dû se demander si cette mesure permettrait de stimuler et d'aider efficacement les régions et les groupes économiquement faibles de notre société. Nous sommes arrivés à la conclusion qu'il n'en serait pas ainsi. Une réduction des impôts constituerait un stimulant, sans aucun doute. Cependant, les programmes pratiques que je viens de décrire constitueront non seulement un stimulant mais auront un effet plus certain sur les secteurs particuliers de l'économie qui ont le plus besoin de stimulants et d'allègements.

• (8.40 p.m.)

Par cette politique, je le répète, nous avons considérablement augmenté nos besoins de trésorerie. Un gouvernement responsable qui agit sur des bases réalistes doit se préoccuper de l'ampleur de ses besoins nets en emprunts. Nous devons nous garder de créer trop rapidement une expansion de la masse monétaire comme nous devons nous protéger d'un autre obstacle à l'augmentation du